



# Assemblée générale

Cinquante et unième session

## Première Commission

**12<sup>e</sup>** séance

Jeudi 24 octobre 1996, à 10 heures  
New York

*Documents officiels*

*Président* : M. Sychou ..... (Biélorus)

*La séance est ouverte à 10 h 10.*

### Points 60 à 81 de l'ordre du jour (suite)

#### Débat général sur tous les points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationale

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : Avant de donner la parole au premier orateur, je voudrais transmettre à toutes les délégations mes meilleurs vœux à l'occasion de la Journée des Nations Unies.

**M. Abubakar** (Nigéria) (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter ainsi que les autres membres du Bureau de votre élection. Grâce à vos talents de diplomate bien connus, je suis confiant que les efforts que nous ferons à la présente session seront couronnés de succès. Ma délégation s'engage à coopérer avec vous, et je voudrais aussi exprimer notre reconnaissance à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Erdenechuluun, de la Mongolie, qui a dirigé avec succès les travaux de notre Commission pendant la session précédente.

On se rappellera qu'il y a quelques semaines à peine, à la reprise de la cinquantième session de l'Assemblée, un grand nombre de délégations ont voté pour l'adoption du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires négocié à la Conférence du désarmement à Genève. En dépit de nombreux problèmes de procédure et des questions de fond très difficiles qu'il a fallu régler pendant la négociation du

Traité, de nombreuses nations ont pu le signer; quant à nous, et comme le Ministre des affaires étrangères de mon pays l'a signalé en séance plénière au début du mois, nous espérons signer le Traité en temps voulu. Tout cela est remarquable et montre à quel point la communauté internationale est convaincue que le Traité ouvre la porte à l'espoir. C'est que nous aussi nous contribuons à cet effort collectif pour parvenir à un monde plus sûr et libre de toutes les armes nucléaires. C'est pourquoi le Traité a imposé aux États dotés d'armes nucléaires en particulier la responsabilité unique de se joindre au reste de l'humanité pour travailler en vue de mettre fin à toutes les formes d'essais nucléaires.

À cette fin, nous nous félicitons des recommandations de la Commission de Canberra concernant l'élimination des armes nucléaires car il s'agit d'un pas dans la bonne direction. Avec cette initiative australienne, un consensus international sur la nécessité d'éliminer totalement les armes nucléaires et leurs horreurs ne cesse de croître, et tout récemment la Cour internationale de Justice, dans son avis sur la licéité de l'emploi ou de la menace des armes nucléaires, a affirmé qu'

«Il existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace.» (A/51/4, par. 182)

L'urgence de ce message ne saurait être sous-estimée.

Cette tendance est bien cernée dans le programme d'action pour l'élimination des armes nucléaires, contenu dans le document CD/141 de la Conférence du désarmement, présenté au mois d'août par le Groupe des 21 au nom de 28 membres de la Conférence, dont le Nigéria. Par ailleurs, ce groupe de pays a demandé à la Conférence du désarmement de mettre en place un comité spécial pour le désarmement nucléaire. Il convient de rappeler à ce propos que l'Assemblée générale, dans la résolution 50/70 P de décembre 1995, a déjà décidé que ce comité devrait être créé, et ce à titre prioritaire. À notre avis, les difficultés qui ont empêché l'adoption par consensus de la proposition du Groupe des 21 concernant la création du Comité ne devraient pas nous faire ployer, et nous devons continuer d'insister pour que la Conférence du désarmement continue de travailler sérieusement sur des négociations multilatérales concernant le désarmement nucléaire.

Les mesures urgentes en matière de désarmement nucléaire qu'il faut appliquer ont été présentées dans le programme d'action du Groupe des 21. Un instrument négocié multilatéralement et juridiquement contraignant devrait donner aux États non dotés d'armes nucléaires des assurances contre l'emploi ou la menace des armes nucléaires. Il importe de souligner que l'adhésion au TNP des États non dotés d'armes nucléaires constitue l'assise sur laquelle a été bâti le régime de non-prolifération nucléaire. Ce groupe de pays a soutenu la décision d'adopter le CTBT en dépit des lacunes du Traité, et beaucoup d'entre eux l'ont signé. Ce faisant, ils ont contribué à revêtir le Traité d'une légitimité dont il a grand besoin. Qui plus est, les États non dotés d'armes nucléaires ont continué de faire tous les efforts pour obtenir un monde sans armes nucléaires, y compris par la création de zones exemptes d'armes nucléaires. Par le Traité de Pelindaba, par exemple, l'Afrique s'est engagée solennellement à renoncer à l'option nucléaire. L'engagement de ces États et des autres régions devrait encourager un engagement analogue de la part des États dotés d'armes nucléaires à coopérer avec le reste de l'humanité pour mettre fin à l'insécurité découlant de la possession d'armes nucléaires.

En ce qui concerne l'entrée en vigueur imminente de la Convention sur les armes chimiques, ma délégation est consternée de constater que les deux puissances qui détiennent les plus gros stocks de ces armes n'ont pas ratifié la Convention. Les questions en suspens doivent être réglées pour que puisse entrer en vigueur l'article XI de la Convention qui, entre autres, garantit aux États partis en développement que l'application de la Convention ne compromettra pas forcément leur développement. Ces deux questions

doivent être réglées afin d'assurer un respect plus complet de la Convention et promouvoir son universalité.

Le problème des mines terrestres antipersonnel continue de préoccuper la communauté internationale. L'Afrique est l'une des régions du monde les plus gravement touchées. C'est pourquoi le Nigéria soutient les différentes initiatives visant à débarrasser le monde du fléau de ces armes. Nous félicitons les pays qui se sont engagés à arrêter la fabrication et l'exportation de certains types de mines terrestres. Nous nous félicitons de l'amélioration apportée aux protocoles pertinents à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination. Nous nous joignons aux appels et aux mesures visant à interdire cette arme particulièrement inhumaine. Entre-temps, l'Organisation des Nations Unies devrait examiner d'autres moyens d'accorder une assistance technique et humanitaire aux pays affectés par les mines terrestres. Les pays qui disposent des technologies et des capacités de déminage nécessaires devraient être encouragés à fournir une assistance dans ce domaine.

En ce qui concerne les armes classiques en général, nous sommes encouragés par les conclusions auxquelles est arrivée la Commission du désarmement dans ses Directives relatives aux transferts internationaux d'armes. Nous demandons aux principaux producteurs et exportateurs d'armes de respecter ces directives et de s'abstenir de prendre des mesures unilatérales.

Le programme des Nations Unies en matière de désarmement et les mécanismes pour le promouvoir doivent continuer de retenir notre attention. Au cours des dernières années, l'Assemblée générale a examiné la nécessité de convoquer une quatrième session extraordinaire consacrée au désarmement pour revitaliser le programme de désarmement dans le contexte du monde de l'après-guerre froide et pour identifier les modalités de réalisation des priorités. Cette session extraordinaire devient d'autant plus nécessaire que la Conférence du désarmement et la Commission du désarmement hésitent encore sur leurs futurs ordres du jour. Par exemple, à la session de 1996 de la Commission du désarmement, un accord n'a pas pu être atteint sur un point de l'ordre du jour relatif au désarmement nucléaire; tel a également été le cas à la Conférence du désarmement. Nous devons pouvoir nous mettre d'accord sur la nécessité de concilier les principales préoccupations dans l'intérêt supérieur de toute la communauté mondiale. Le problème de la durée d'une telle session extraordinaire ne devrait pas obscurcir son objet.

**M. Chkheidze** (Géorgie) (*interprétation de l'anglais*) : La présente déclaration est la première que je fais à la cinquante et unième session de l'Assemblée générale. Permettez-moi donc, Monsieur le Président, de vous féliciter au nom de ma délégation de votre élection à la présidence de la Première Commission. Ma délégation est heureuse de vous voir assumer la présidence, et compte assurément collaborer étroitement avec vous et les autres membres du Bureau.

Cette année aura été marquée, à n'en pas douter, par un événement d'une importance exceptionnelle. Deux ans et demi de négociations laborieuses sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ont été couronnés de succès. La Géorgie est devenue signataire du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires le 24 septembre 1996. Le Président de la Géorgie, M. Edouard Chevardnadze, dans sa déclaration du 23 septembre 1996, a exprimé l'espoir

«que cet instrument exercera un effet puissant sur le processus de paix, qu'il empêchera la non-prolifération nucléaire et qu'il fera disparaître à terme tout l'armement nucléaire de notre planète». (A/51/412, annexe)

Nous sommes convaincus que nos efforts créatifs combinés permettront d'éliminer tous les obstacles qui s'opposent actuellement à l'entrée en vigueur du Traité. Chaque État doit être assuré que sa sécurité nationale ne sera plus menacée. Nous sommes certains que les Puissances nucléaires poursuivront leurs efforts pour léguer à la postérité une planète sûre.

Mon pays attache une grande importance à la limitation des armes classiques et à la prévention du trafic illicite de ces armes. Les événements tragiques survenus en Abkhazie, en Géorgie, ont à bien des égards été engendrés par l'absence de mécanismes appropriés contre ces tendances dangereuses. L'insuffisance de mécanismes de contrôle de nature à empêcher le trafic des armes classiques a contribué à la politique d'agression des séparatistes ainsi qu'au génocide subséquent de la population géorgienne de la région. Un certain nombre de villes et de villages ont été rasés par des missiles modernes, par des obus et autres techniques militaires obtenus par des groupes armés irréguliers qui sont encore concentrés dans le secteur qu'ils contrôlent. Des clans de marchands illégaux d'armes, qui sont naturellement opposés à tout processus de paix, se sont ainsi formés.

Étant donné le manque d'efficacité du système international de contrôle, ce que l'on appelle les points blancs, où les armes n'ont toujours pas été enregistrées, sont devenus de véritables centres de tout un éventail d'activités criminel-

les. Nous nous heurtons au niveau national à de sérieux problèmes dans le contrôle du trafic illicite d'armes. La décision prise dans le cadre de la Communauté d'États indépendants, annexée au document A/51/62, concernant l'isolement politique et économique de la région séparatiste, et le décret y afférent signé par le Président de la Géorgie, annexé au document S/1996/240, nécessitent un soutien international et la mise en oeuvre de mesures concrètes.

À notre avis, la surveillance de la circulation et de l'emploi illicites d'armes doit relever du mandat des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Le moment est également venu pour que cette question soit traitée dans des rapports pertinents, afin de déterminer l'origine de la criminalité et de prendre des mesures efficaces pour la prévenir. Nous estimons également que le problème du trafic et de l'emploi illicites d'armes devrait être considéré comme indissociable de ceux du trafic de stupéfiants, du terrorisme et des violations flagrantes des droits de l'homme.

Une interdiction mondiale des mines terrestres antipersonnel représente une question très importante pour mon gouvernement. Comme chacun sait, plus de 110 millions de mines terrestres sont aujourd'hui plantées dans près de 70 États, surtout dans des pays en développement. Nous sommes tous très au fait des statistiques horribles relatives au nombre de personnes tuées, mutilées et blessés par ces dangereux engins. En Géorgie, les séparatistes abkhazes ont posé un nombre important de mines terrestres, faisant beaucoup de dégâts dans la population civile, de même que parmi les observateurs militaires des Nations Unies qui, étant donné les circonstances, ont été contraints de fermer trois postes importants dans la région de Gali.

La menace constante à la vie d'observateurs internationaux et de la population civile empêche la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie de remplir complètement son mandat et entrave gravement le processus de retour de centaines de milliers de réfugiés aujourd'hui dispersés à travers la Géorgie. Nous sommes actuellement confrontés au sérieux problème du déminage. Sa solution renforcerait beaucoup la surveillance internationale du conflit ainsi que son règlement pacifique.

En avril 1996, la Géorgie a adhéré à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination. Le Parlement géorgien travaille actuellement à la ratification des Protocoles II et IV amendés de la Convention. La question de la déclaration d'un moratoire

sur l'emploi des mines terrestres fait également l'objet d'un examen sérieux. Nous nous réjouissons de la proposition avancée par la délégation du Canada en vue d'ouvrir à la signature, pour la fin de 1997, un accord international interdisant les mines antipersonnel.

Les futurs plans d'action dans le domaine du désarmement sont prometteurs et importants. Quant à la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, nous pensons que sa convocation ne sera appropriée que lorsque les questions dont elle devra discuter auront fait l'objet d'un consensus. Autrement, des retards et des contradictions peu souhaitables sont à prévoir.

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : je donne la parole au Président de la Conférence du désarmement, M. Ludwik Dembinski, de la Pologne.

**M. Dembinski** (Pologne) (Président de la Conférence du désarmement) (*interprétation de l'anglais*) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous transmettre mes chaleureuses félicitations pour votre élection au poste élevé de Président de cette importante Commission, et de vous souhaiter tout le succès possible dans l'exécution de vos responsabilités. Mes félicitations s'adressent également aux autres membres du Bureau qui vous assistent dans vos tâches.

Je prends la parole devant la Commission en ma qualité de Président de la Conférence du désarmement afin de présenter à la Première Commission le rapport de la Conférence sur ses travaux au cours de la session de 1996. Le rapport figure dans le document A/51/27, dont la Commission est saisie.

Comme il est indiqué dans le rapport, la Conférence du désarmement, lors de sa toute première séance plénière de la session de 1996, a adopté son ordre du jour et, en réponse à l'appel de la communauté internationale contenu dans la résolution 50/65 adoptée par l'Assemblée générale à sa cinquantième session, sans être mise aux voix, a décidé de rétablir le Comité spécial sur une interdiction des essais nucléaires pour

«conclure, en tant que tâche hautement prioritaire, un traité universel d'interdiction complète des essais nucléaires qui soit multilatéralement et effectivement vérifiable et qui contribue au désarmement et à la prévention de la prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects, de sorte qu'il puisse être signé dès le début de la cinquante et unième session de l'Assemblée générale.» (*Résolution 50/65, par. 2*)

En conséquence, la Conférence a consacré son attention sans partage et toute son énergie à l'élaboration d'un projet de traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Tout au long de cette session, qui a été longue et difficile mais finalement encourageante, le Comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires, sous la présidence adroite et efficace de l'Ambassadeur Jaap Ramaker des Pays-Bas, a poursuivi de façon acharnée notre objectif commun avec le dévouement et la bonne volonté de toutes les délégations afin de nous acquitter dans les délais de notre mandat. Ces efforts ont été couronnés de succès, avec la décision prise par l'Assemblée générale le 10 septembre d'adopter le projet de traité d'interdiction complète des essais nucléaires et de demander au Secrétaire général de l'ouvrir à la signature.

Je pense que nous pouvons tirer une satisfaction légitime du fait que quelque 125 gouvernements ont déjà signé le Traité et que les travaux préparatoires pour son entrée en vigueur ont déjà démarré. L'importance de ce Traité pour nos efforts collectifs dans la promotion de la non-prolifération, du désarmement nucléaire et, finalement, de la paix et de la sécurité internationales ne saurait être trop soulignée, et nous espérons que cette réalisation constituera une avancée importante dans nos efforts pour renforcer le régime de non-prolifération nucléaire et pour ouvrir la voie à l'élimination progressive des armes nucléaires.

La Conférence du désarmement peut également tirer satisfaction du fait que la question depuis longtemps à l'étude de l'élargissement de sa composition a finalement été résolue. Grâce aux efforts déterminés de tous, la Conférence a accueilli 23 nouveaux membres et elle est ainsi devenue un organe de négociation plus équilibré, plus représentatif et mieux préparé à relever les défis complexes de l'environnement de l'après-guerre froide en matière de sécurité. Cependant, comme la Commission le sait, un certain nombre de demandes d'adhésion à la Conférence sont encore à l'étude. Comme, conformément au règlement intérieur de la Conférence, sa composition doit être examinée à intervalles réguliers, et en accord avec la décision prise par la Conférence, j'ai déjà commencé le processus de consultations avec tous les membres à propos d'un futur élargissement de la Conférence, et je ferai un rapport à la Conférence du désarmement sur ces consultations au début de la session de 1997.

Au cours de sa session de 1996, la Conférence a également évoqué la question complexe de son futur ordre du jour. Avec la conclusion heureuse des négociations sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et le retrait de l'ordre du jour de la Conférence du désarmement

du point relatif à l'interdiction des essais nucléaires, la Conférence va maintenant tourner son attention vers l'élaboration d'un nouvel ordre du jour de fond. Les consultations menées jusqu'ici sur cette question montrent clairement que l'ordre du jour actuel de la Conférence du désarmement exige réforme et remise à jour.

Il est maintenant admis que la Conférence du désarmement doit élaborer un nouvel ordre du jour qui pourrait refléter de façon audacieuse les changements intervenus au cours des dernières années et établir un équilibre entre les points liés au nucléaire et ceux liés aux armes classiques, et que l'axe central devrait porter sur des négociations et des discussions de fond. À cet égard, j'ai déjà commencé des consultations, dans le prolongement des efforts de mes prédécesseurs, en vue de dégager une base de consensus sur la question du désarmement nucléaire, ainsi que pour explorer les possibilités de réactiver tous les comités spéciaux qui n'ont pas repris leurs travaux en 1996, y compris celui qui est chargé de la question de l'arrêt de production des matières fissiles.

Je suis convaincu que le résultat des délibérations de la Première Commission fournira une base politique saine pour nos efforts communs et qu'il contribuera à poser pour l'avenir les fondations d'une direction renouvelée et d'un sentiment de finalité au sein de la Conférence du désarmement. Pour ma part, et avec la coopération de tous les membres de la Conférence, je n'épargnerai aucun effort pour chercher les moyens de préparer la scène pour un démarrage sans heurt et efficace de la session de 1997.

Il me reste à exprimer ma profonde gratitude au Secrétaire générale de la Conférence, M. Vladimir Petrovsky, au Secrétaire général adjoint, M. Abdelkader Bensmail, et à leur très petite équipe de collaborateurs dévoués pour leur soutien et leur assistance précieux et ininterrompus à la Conférence.

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : La Commission prend note du rapport de la Commission du désarmement tel qu'il est contenu dans le document A/51/27.

**M. Nsangou** (Cameroun) (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, étant donné que c'est la première fois depuis le début de la cinquante et unième session que ma délégation prend la parole à la Première Commission, qu'il me soit permis de vous féliciter de votre élection à la présidence de la Première Commission et de féliciter tous les membres du Bureau de leur élection. Je suis certain que votre grande expérience vous permettra de faire aboutir nos

efforts. Vous pouvez compter sur l'appui et la coopération de la délégation du Cameroun.

J'aimerais aussi exprimer notre reconnaissance à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Erdenechuluun, de la Mongolie, pour la manière compétente dont il a dirigé les travaux de la Première Commission pendant la cinquantième session.

Pour la première fois depuis le début de l'ère nucléaire, un traité interdisant toutes les explosions nucléaires a été conclu. L'adoption par l'Assemblée générale, le 10 septembre 1996, de la résolution 50/245 relative au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires est véritablement un événement historique, une étape décisive sur la voie conduisant à l'élimination des armes nucléaires. Les peuples du monde, les Nations Unies notamment, peuvent à juste titre être fiers du rôle déterminant qu'ils ont joué en rendant la chose possible. Le Cameroun se prépare à rejoindre les signataires du Traité en y adhérant.

La Convention sur les armes chimiques est sur le point d'entrer en vigueur et nous espérons donc qu'un autre État ne tardera pas à la ratifier. Le Cameroun ne fabrique pas et n'emploie pas d'armes chimiques. Cependant, mon pays a été très heureux d'accueillir, à Yaoundé du 13 au 15 février 1995, le deuxième séminaire africain sur la mise en oeuvre de la Convention sur les armes chimiques. Dans sa déclaration de bienvenue, M. Ferdinand Léopold Oyono, Ministre des relations extérieures du Cameroun, a promis à la communauté internationale que le Cameroun ferait tout son possible pour compter parmi les 65 pays qui ont ratifié la Convention — que M. Oyono a lui-même signée le 14 janvier 1993 à Paris —, afin qu'elle puisse entrer en vigueur. Aujourd'hui, c'est chose faite. Je suis heureux d'annoncer aux membres de la Première Commission que le Cameroun est le soixante-quatrième État à avoir ratifié la Convention. Comme annoncé dans le *Journal* des Nations Unies du 18 septembre 1996, l'instrument de ratification a été déposé auprès du Secrétaire général le 16 septembre 1996. Ma délégation appelle tous les pays épris de paix, et notamment les pays qui possèdent d'énormes quantités de ces armes meurtrières, à ratifier la Convention sur les armes chimiques.

Ma délégation est convaincue que le fonctionnement efficace des Centres des Nations Unies pour la paix et le désarmement pourrait grandement renforcer les efforts de désarmement régionaux. Aussi, ma délégation demande-t-elle à la communauté internationale d'apporter son appui moral et matériel aux centres régionaux existants des Nations Unies en Afrique, en Asie et en Amérique latine pour

leur permettre de fonctionner efficacement. En Afrique, le Centre régional peut jouer un rôle précieux en aidant à mieux faire connaître et accepter les mesures de paix et de limitation des armements des Nations Unies à une époque où le continent est confronté à de nombreux conflits qui provoquent une course aux armements dans la région.

Le Cameroun est heureux de voir s'affirmer dans le monde entier la tendance à une multiplication des zones exemptes d'armes nucléaires. La signature, le 11 avril 1996, de la Déclaration du Caire portant officiellement création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique, grâce au Traité de Pelindaba, traduit bien le désir des gouvernements et des peuples d'Afrique de vivre à l'abri de la menace nucléaire.

Ma délégation salue aussi la conclusion, en décembre 1995, du Traité faisant de l'Asie du Sud-Est une zone exempte d'armes nucléaires propre à renforcer la paix et la sécurité dans la région. Ajoutée aux zones exemptes d'armes nucléaires qui existent déjà dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes en vertu du Traité de Tlatelolco, et dans le Pacifique Sud en vertu du Traité de Rarotonga, la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans ces régions prouve bien le désir sincère de leurs peuples de vivre dans la paix et la sécurité. Ma délégation appuie les efforts tendant à créer des zones exemptes d'armes nucléaires au Moyen-Orient et dans d'autres régions où les conditions voulues existent.

La création, par les Nations Unies, d'un Comité consultatif permanent pour les questions de sécurité en Afrique centrale a beaucoup contribué à renforcer les mesures de confiance parmi les populations des 11 États de la sous-région. L'une des plus grandes réalisations de ce Comité consultatif permanent a été l'organisation, en juillet 1996 à Yaoundé, du premier sommet des chefs d'État ou de gouvernement des pays membres.

Lors du sommet, les chefs d'État ou de gouvernement ont signé un pacte de non-agression entre les pays de la sous-région et exprimé leur volonté de prendre les dispositions voulues pour en assurer la mise en oeuvre effective. Hier, mon chef d'État, le Président Paul Biya, a officiellement reçu du Secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, le texte original du pacte dont le Cameroun est l'État dépositaire. Conformément aux recommandations de la réunion ministérielle du Comité, les chefs d'État ou de gouvernement ont aussi examiné les problèmes liés à la paix et à la sécurité dans la sous-région.

Les chefs d'État ou de gouvernement ont en outre insisté sur le fait qu'il fallait de toute urgence que les États de la sous-région créent, encouragent et appuient des mécanismes de gestion des affaires publiques à caractère participatif comme moyen de prévenir les conflits. Ils ont aussi mis l'accent sur la nécessité d'organiser, sous les auspices des Nations Unies, des séminaires de formation à l'intention des cadres des forces armées, des gardes républicains et des forces de police et de gendarmerie de la sous-région, afin de promouvoir une culture de la paix en expliquant le rôle de ces forces dans un contexte démocratique.

Ma délégation tient plus particulièrement à exprimer sa profonde reconnaissance au Gouvernement du Japon pour sa très généreuse contribution au fonds d'affectation spéciale destiné à financer le travail du Comité. Les gouvernements des États membres du Comité saluent ce geste de soutien, qui est en soi une mesure de confiance. Nous demandons instamment à tous les autres Membres des Nations Unies d'appuyer notre effort afin d'empêcher de nouveaux conflits dans cette partie du monde marquée par les tensions.

La prolifération des armes légères, surtout dans les pays en développement, est une source de tension accrue. Ma délégation se félicite que l'Assemblée générale ait créé, conformément à sa résolution 50/70 B, un groupe d'experts gouvernementaux sur les armes légères, dont le premier atelier a eu lieu en Afrique du Sud en septembre de cette année.

Ma délégation demande instamment à la communauté internationale d'aider les régions ou les sous-régions sur lesquelles pèse cette menace à trouver des solutions pratiques pour empêcher l'accumulation et les transferts excessifs d'armes légères, phénomène qui compromet non seulement la paix et la sécurité, mais qui nuit aussi au développement économique des pays affectés.

Le Cameroun est gravement préoccupé par la prolifération des mines antipersonnel qui mutilent et tuent aveuglément hommes, femmes et enfants innocents, et engendrent d'énormes souffrances sociales dans les zones de conflit. Ma délégation se félicite de la Déclaration d'Ottawa récemment publiée lors de la Conférence internationale de stratégie, tenue du 3 au 5 octobre dernier à Ottawa, qui engage 48 États, dont plusieurs d'Afrique, à oeuvrer de concert pour parvenir à la conclusion la plus rapide possible d'un accord international juridiquement contraignant pour l'interdiction des mines antipersonnel. Ma délégation espère que l'accord proposé tiendra compte de questions humanitaires

telles que le relèvement des sociétés et des communautés victimes des mines terrestres.

Ma délégation donnera son appui à toute initiative que la communauté internationale prendrait à l'encontre de ces armes mortelles que sont les mines, parce que, comme l'a dit le Président Clinton :

«Nos enfants méritent de pouvoir circuler sur la Terre en toute sécurité.» (*Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Séances plénières, 6e séance, p. 3*)

Ma délégation appuie pleinement cette déclaration.

La période de l'après-guerre froide est marquée par une transition majeure et souvent tumultueuse. Il faut que tous les États fassent preuve de tolérance et de compréhension mutuelle.

**M. Tanç** (Turquie) (*interprétation de l'anglais*) : J'aimerais d'abord vous féliciter chaleureusement, Monsieur le Président, pour votre élection à la présidence de la Première Commission. Je suis convaincu que, sous votre direction éclairée et compétente, la Commission parviendra à mener à bien son ordre du jour chargé. Je tiens également à remercier votre prédécesseur, l'Ambassadeur Erdenechuluun, et à transmettre mes félicitations aux autres membres du Bureau.

Les défis et les risques auxquels nous sommes confrontés dans le domaine de la sécurité militaire exigent l'adoption de mesures d'une ampleur proportionnelle quant à leur portée et leur application. Cette nécessité suffit à mettre en relief le mandat unique, ainsi que l'autorité morale et matérielle, dont est investie l'Organisation des Nations Unies, seule à pouvoir relever de tels défis sous tous leurs aspects mondiaux.

En ce qui concerne la maîtrise des armements et le désarmement, l'infléchissement de la tendance alarmante caractérisant la prolifération des armes de destruction massive et la technologie liée à leurs vecteurs doit demeurer prioritaire dans notre ordre du jour. Les structures qui complètent le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires dans le domaine de la non-prolifération nucléaire ont été renforcées par l'élaboration et l'ouverture à la signature du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

La Turquie est heureuse de s'être jointe à l'immense majorité des États dans le cadre des efforts déployés pour

élaborer et adopter le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Notre association étroite à ces efforts découle de notre politique constante qui est de jouer un rôle actif, en tant qu'État membre de la Conférence du désarmement, dans les initiatives régionales et mondiales qui sont prises pour traiter des questions de prolifération. Le Traité reflète une conciliation optimale des intérêts en jeu et constitue une mesure indispensable pour que le monde parvienne un jour à se débarrasser des armes nucléaires.

La Commission préparatoire de l'Organisation du Traité, qui doit amorcer ses travaux le 20 novembre prochain, marque clairement le début d'un nouveau processus en vue de la mise en oeuvre du Traité. À ce stade, nous ne pouvons exagérer l'importance accordée à la ratification de cet instrument essentiel par 44 pays. La Turquie est disposée et prête à assumer de nouvelles responsabilités pour assurer la mise en oeuvre intégrale du Traité et elle espère que tous les pays concernés adopteront la même démarche positive. Ma délégation est d'avis que les pays qui n'ont pas signé le Traité mais qui ont manifesté leur volonté de participer à la Commission préparatoire en tant qu'observateurs devraient avoir la possibilité de le faire. Après tout, nous souhaitons faire du Traité un instrument recueillant une adhésion générale. Nous estimons qu'une attitude réceptive ne peut que contribuer à accentuer la stature et l'autorité mondiale conférées au Traité.

Il y a lieu de féliciter la Conférence du désarmement et pas seulement pour avoir répondu à l'attente de la communauté internationale en mettant au point le Traité avant la tenue de la cinquante et unième session de l'Assemblée générale, mais également pour avoir réussi à se revitaliser grâce à l'adoption de la décision historique consistant à élargir sa composition. L'élargissement de la Conférence du désarmement constitue un reflet fidèle des nouvelles conditions internationales qui prévalent dans le domaine du désarmement et de la maîtrise des armements. Nous croyons que la nouvelle composition de la Conférence du désarmement, qui a accueilli 23 nouveaux membres, dont la Turquie, a renforcé l'universalité et la représentativité de cette instance en la mettant en phase avec les réalités de l'après-guerre froide.

Bien que le Traité n'ait pas recueilli l'adhésion de tous les membres de la Conférence du désarmement, il est indéniable qu'il a été le fruit de négociations intensives de la part de tous les États qui en sont membres. Cette instance, ainsi que les efforts déployés par l'Australie, méritent la reconnaissance et les éloges les plus vifs.

Il est sûr que, dans la période à venir, la Conférence du désarmement jouera un rôle important dans les efforts déployés en faveur du désarmement. À cet égard, nous espérons que les travaux actuellement menés par la Conférence du désarmement pour mettre à jour son programme de travail afin de répondre à l'attente et aux besoins de la communauté internationale seront bientôt fructueux. Dans le cadre d'une telle mise à jour, nous nous attendons que la Conférence adopte un ordre du jour réaliste et progressiste qui soit propice à l'édification d'un consensus entre les États membres. La Turquie pense que l'ordre du jour de la Conférence devrait manifester un équilibre entre les questions relatives aux armes classiques et celles portant sur les armes nucléaires.

Nous estimons également que la Conférence du désarmement devrait relancer le Comité spécial de l'interdiction des essais nucléaires, qui a reçu au début de l'année dernière le mandat de négocier en 1997 un traité non discriminatoire, multilatéral et internationalement vérifiable visant l'interdiction de la production de matières fissiles destinées à la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires. Tout en poursuivant un objectif de désarmement multidimensionnel, nous devons demeurer conscients que la communauté internationale aspire au désarmement nucléaire.

Je voudrais maintenant traiter du rôle fondamental de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). La Turquie est attachée à une amélioration de l'efficacité du système de garanties de l'Agence au moyen du Programme «93+2». Nous estimons que la création du Comité chargé par le Conseil des gouverneurs d'élaborer un modèle de protocole est une mesure nécessaire et utile si l'on veut renforcer sensiblement la capacité de l'AIEA de détecter toute activité nucléaire non déclarée.

Le Directeur général de l'AIEA, M. Hans Blix, en tant que dépositaire de la Convention internationale relative à la sûreté nucléaire, a annoncé le 29 juillet dernier qu'il avait reçu le nombre nécessaire de ratifications pour que la Convention entre en vigueur. La Turquie, un des 25 pays à avoir déposé leur instrument de ratification, considère que cet important événement est une étape importante sur la voie du resserrement de la coopération internationale en matière de sûreté et en faveur de l'établissement d'une culture de la sûreté véritablement internationale. J'aimerais rappeler à la Commission que la Convention entre officiellement en vigueur aujourd'hui.

La prolifération des armes de destruction massive, quel qu'en soit le type, représente une menace grave pour la paix

et la sécurité internationales. Les Conventions relatives aux armes chimiques et aux armes biologiques constituent d'importants instruments internationaux qui manifestent la volonté de la communauté internationale de libérer le monde de ces types d'armes. Les régimes de non-prolifération des armes de destruction massive sont vitaux pour que le monde soit plus sûr. Par ailleurs, il existe un besoin tout aussi pressant de consolider ces régimes en les assortissant de processus de vérification juridiquement contraignants.

Compte tenu de ce qui précède, nous avons vigoureusement appuyé le renforcement de la Convention relative aux armes biologiques au moyen de dispositions de vérification supplémentaires.

Néanmoins, nous sommes déçus de constater qu'un Groupe spécial intergouvernemental créé pour produire des propositions visant à renforcer la Convention sur les armes bactériologiques (biologiques) a terminé sa dernière session à Genève le 27 septembre sans mettre un point final à ses travaux. Nous espérons que la communauté internationale poursuivra ses efforts en vue d'élaborer des mesures de vérification pour renforcer la Convention.

La Turquie considère le Traité sur les forces conventionnelles en Europe comme l'un des piliers de la sécurité et de la stabilité européennes. Les désaccords relatifs à la nouvelle définition de la règle du flanc ont été réglés à la Conférence d'examen du Traité des forces conventionnelles en Europe qui s'est tenue en mai de cette année. Nous prions instamment tous les États parties au Traité de confirmer leur approbation du Document final de la Conférence d'examen avant la fin de l'année. L'entrée en vigueur du Document final, la réaffirmation de sa validité et l'adhésion totale et rigoureuse des États parties à ses buts et à ses objectifs convenus sont d'une importance capitale. L'intention est de lancer un processus d'application amélioré qui refléterait pleinement les changements intervenus dans l'environnement de la sécurité en Europe. La force motrice qui guidera ce processus est la préservation des acquis du Traité, qui offre de meilleures assurances de sécurité à tous les États parties. Nous voudrions rappeler à la Commission que le succès de ce processus repose largement sur la stricte adhésion des États aux dispositions existantes du Traité jusqu'à l'entrée en vigueur des dispositions amendées.

Tous les États sont tenus de chercher une solution à la tragédie humaine engendrée par les mines terrestres antipersonnel. Cependant, il est devenu apparent qu'au cours de ce processus, certaines propositions paraissent ne pas tenir compte comme il convient de diverses réalités de la sécurité régionale. Le Protocole II révisé sur les mines terrestres à



la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, amendé le 3 mai 1996, est le résultat d'un accord conclu à la suite de longues négociations. Il faut laisser aux États parties le temps de ratifier le Protocole II tel qu'amendé, ainsi qu'aux nouveaux États de devenir parties à la Convention et à ses Protocoles. Tout en partageant pleinement les objectifs de l'interdiction de l'emploi des mines terrestres antipersonnel, la Turquie est favorable à l'établissement d'un calendrier à long terme approprié pour le processus de sa mise en oeuvre ultime.

Toutes les propositions visant à interdire les mines terrestres antipersonnel partagent un défaut commun : elles n'abordent malheureusement pas la question cruciale de la façon dont la communauté internationale pourrait gérer le contrôle des mines terrestres détenues par des organisations terroristes. La Turquie, pleinement consciente des menaces posées par les mines terrestres détenues par des organisations terroristes et des questions liées aux aspects humanitaires de ces dispositifs meurtriers, estime que tous les progrès dans ce domaine doivent refléter le consensus de la communauté internationale, ne serait-ce qu'aux fins d'une application et d'une mise en oeuvre complètes.

Le Moyen-Orient est une région particulièrement importante pour mon pays dans le contexte de l'élargissement indispensable de la portée des initiatives de limitation des armements et des autres mesures de consolidation de la sécurité tendant à couvrir toutes les régions du monde.

Dans le contexte plus large du Moyen-Orient, nous sommes préoccupés par l'impasse actuelle dans laquelle se trouve le processus de paix au Moyen-Orient, laquelle, nous l'espérons, ne sera que temporaire. En tant que partisan actif du processus de paix, que nous considérons comme la seule option viable pour la région, nous souhaitons sincèrement lui voir retrouver sa dynamique.

L'un des principaux obstacles qui bloque la route à une paix complète au Moyen-Orient continue d'être le terrorisme. Il doit être éliminé si la quête d'une paix durable doit prévaloir. Nous plaçons en faveur d'une coopération améliorée aux niveaux bilatéral, régional et international et sommes prêts à y participer. De même, nous espérons que tous les pays participeront à la réalisation de cet objectif.

En tant que pays des Balkans, nous sommes fermement convaincus que la paix, la justice et la légitimité dans les Balkans demeurent vitales pour la paix et la stabilité internationales. Nous estimons que tout plan de coopération

dans les Balkans doit inclure tous les pays et n'en exclure aucun. Nous participons activement à l'application des aspects militaires et civils de l'Accord de paix de Dayton, ainsi qu'aux efforts internationaux visant à reconstruire et à relever la Bosnie-Herzégovine. Nous participons également avec plusieurs pays à un programme destiné à former et équiper l'armée de la Fédération de Bosnie-Herzégovine en vue de fournir à la Fédération les moyens de préserver son intégrité territoriale et de garantir la parité militaire.

Nous nous réjouissons des élections récemment organisées en Bosnie-Herzégovine. Nous considérons la tenue de ces élections, malgré les difficultés rencontrées, comme une évolution importante pour ce pays. Nous espérons que cette évolution conduira à la création d'un climat politique favorable au parachèvement d'une paix et d'une stabilité durables et à la création des structures constitutionnelle, législative, administrative et de sécurité de la Bosnie-Herzégovine.

Aujourd'hui, l'échange d'informations sur le commerce des armes et les contrôles d'exportation des technologies bifonctionnelles deviennent de plus en plus complexes et plus larges. Dans une grande mesure, les échanges d'informations et les contrôles d'exportation interviennent au niveau régional. En raison des caractéristiques négatives précédemment mentionnées, le mécanisme mis en place pour promouvoir la transparence dans le domaine des armements, conçu en vue d'une application universelle, est loin de remplir l'objectif prévu. Conformément aux résolutions pertinentes, les parties doivent déployer tous les efforts possibles en vue de poursuivre les négociations pour améliorer le système actuel de promotion de la transparence et éviter de faire double emploi avec d'autres arrangements similaires. Tout en poursuivant ces négociations, il est crucial d'être attentifs aux liens directs qui existent entre les transferts d'armes et le terrorisme.

L'accumulation d'armes classiques au-delà des besoins légitimes de défense est déstabilisatrice par nature. L'élaboration de politiques responsables et universellement acceptées en matière de transferts d'armes, compte dûment tenu de l'impact de ces transferts sur la stabilité régionale et internationale, n'en demeure pas moins une priorité. Nous devrions garantir que le Registre des armes classiques des Nations Unies devienne un outil plus efficace pour la surveillance et la transparence dans les transferts d'armes. Parallèlement, la communauté internationale doit vigoureusement poursuivre ses efforts concertés en vue d'éliminer le trafic d'armes illicite, non seulement en tant que mesure de limitation des armements et de contrôle des exportations

mais, chose plus importante, comme un élément clef de la lutte internationale contre le terrorisme.

Enfin, je souhaite réitérer notre sincère désir de voir la cinquante et unième session de l'Assemblée générale devenir un jalon important sur la route allant vers le prochain millénaire. Nous devons rassembler nos forces, unir nos ressources et activer notre imagination afin de construire collectivement un monde meilleur et libéré des armes.

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'Observateur permanent du Saint-Siège.

**Mgr Martino** (Saint-Siège) (*interprétation de l'anglais*) : Qu'il me soit permis de vous transmettre mes félicitations, Monsieur le Président, pour votre élection à la présidence de cette importante Commission. Je souhaite également offrir mes souhaits les meilleurs aux autres membres du Bureau.

C'est avec un sentiment de profonde espérance que je m'adresse à la Commission cette année. Cette espérance est fondée sur les efforts déployés par la communauté internationale en faveur du désarmement nucléaire au cours des récents mois. Il s'agit d'une importante contribution à l'appel lancé par S. S. le pape Jean-Paul II, lors de sa mémorable visite aux Nations Unies à l'automne dernier, lorsqu'il a déclaré :

«La réponse à la peur qui obscurcit l'existence humaine au terme du XXe siècle, c'est l'effort commun pour édifier la civilisation de l'amour, fondée sur les valeurs universelles de la paix, de la solidarité, de la justice et de la liberté.» (*Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session, Séances plénières, 20e séance, p. 6*)

En 1995, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) a été prorogé pour une période indéfinie sur la base d'un ensemble de principes, y compris des efforts systématiques et progressifs pour réduire globalement les armes nucléaires, avec l'objectif final d'éliminer ces armes. Un processus d'examen assorti de réunions préparatoires annuelles, débutant en 1997, a été mis en place.

Puis, en septembre dernier, l'Assemblée générale a adopté le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires qui, une fois ratifié, mettrait fin à toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires. Le 24 septembre, j'ai signé le Traité au nom du Saint-Siège et déclaré que le

Saint-Siège était convaincu que, dans le domaine des armes nucléaires, l'interdiction des essais et de toute nouvelle mise au point de ces armes, le désarmement et la non-prolifération sont étroitement liés et doivent être réalisés le plus vite possible sous contrôle international efficace.

En outre, le Saint-Siège comprend qu'il s'agit là de mesures en vue du désarmement général et complet, que la communauté internationale tout entière doit réaliser au plus vite.

À ces progrès en vue du désarmement nucléaire vient s'ajouter l'appui croissant des peuples du monde entier qui veulent que l'on se dirige de manière plus décisive vers l'abolition des armes nucléaires. Le Saint-Siège, qui a toujours prôné le désarmement nucléaire, y voit une raison d'espérer.

Dans un monde toujours plus interdépendant, le droit international est la clef de voûte de la sécurité mondiale. Nous ne pouvons donc pas nous permettre d'ignorer les exhortations de la Cour internationale de Justice. L'obligation, énoncée à l'article VI du Traité de non-prolifération, de poursuivre de bonne foi des négociations de désarmement nucléaire, est bien plus qu'une obligation d'adopter une certaine ligne de conduite. Comme la Cour l'a fait remarquer, l'obligation en question est celle de parvenir à un résultat très précis : le désarmement nucléaire sous tous ses aspects.

Le Saint-Siège voudrait inviter tous les États à revoir leur position à la lumière de cette récente évolution. On ne peut pas remettre indéfiniment à plus tard l'élaboration de directives au moyen d'un programme destiné à pousser inexorablement le processus vers l'élimination des armes nucléaires à la date la plus rapprochée possible.

Le gros effort entrepris pour réaliser le désarmement nucléaire peut s'inscrire dans un cadre de diplomatie préventive, c'est-à-dire l'instauration d'une confiance et d'une bonne foi réciproques et l'adoption de mesures propres à réduire les risques de conflits entre États. Après la tragique expérience de la pléthore de guerres et de conflits que le XXe siècle a connus et qui ont fait plus de 100 millions de morts, la communauté internationale devrait avoir compris qu'il est bien moins onéreux de prévenir les conflits que de devoir faire face à leurs conséquences.

Dans ce contexte, il importe de rappeler que toutes les guerres et tous les conflits internes survenus depuis la fin de la seconde guerre mondiale ont été menés presque exclusivement au moyen d'armes conventionnelles. Du reste, alors

que les négociations sur la maîtrise des armements ont porté sur les questions de prolifération d'armes nécessitant des techniques de pointe, la réalité est que la plupart des conflits et — n'ayons pas peur de le dire — la plupart des massacres et des tueries, ont fait appel à des armes nécessitant des techniques très simples.

Il importe aujourd'hui que le concert des nations et les Nations Unies elles-mêmes s'attaquent de manière plus décisive au problème dans toute son ampleur, car il présente un risque majeur pour la vie et la sécurité des peuples dans toutes nos sociétés. Les armes légères jouent en particulier un rôle significatif, non seulement dans les guerres, le terrorisme et les conflits internes, mais aussi dans le domaine du crime organisé ou local, qui crée une insécurité grandissante parmi les citoyens qui, à leur tour, décident de s'armer et contribuent en quelque sorte au cercle vicieux de violence et d'insécurité.

Le Saint-Siège salue les initiatives d'ores et déjà prises par les Nations Unies dans le domaine des transferts d'armes conventionnelles. Par exemple, en dépit de sa portée limitée — du moins à ce jour —, le Registre des armes classiques des Nations Unies montre à l'évidence que l'ensemble de la famille des nations porte un intérêt légitime à la question des mouvements d'armes conventionnelles. Mais il reste encore beaucoup à faire, ne serait-ce que pour arriver à disposer d'informations véritablement complètes et fiables sur les transferts d'armes conventionnelles. Les renseignements connus ou qui peuvent l'être devraient être mieux coordonnés et mieux analysés afin que la carte des transferts d'armes conventionnelles soit plus détaillée. Une plus grande coopération internationale entre les organes chargés de faire appliquer la loi devrait aussi être envisagée, notamment parce que le mouvement illégal d'armes est trop souvent lié à des opérations de mercenaires, de terrorisme, de crime organisé, de trafic de drogue et d'autres activités déstabilisatrices.

Toutefois, il n'y a toujours pas de consensus international sur un cadre précis de règles qui pourraient, dans ce domaine, être appliquées de manière équitable, suivie et efficace. De temps à autre, les pressions économiques tendant à la vente d'armes dominant encore. Mais dans un domaine où pas un seul transfert d'armes ne peut être jugé sans conséquence, moralement parlant, on ne peut laisser les transferts d'armes être régis uniquement par la loi du marché.

La famille des nations doit aussi accorder plus d'attention à la question de savoir pourquoi on achète des armes et quelles considérations de sécurité, réelles ou imaginées,

interviennent dans ces décisions. Comme le souligne un document récent du Saint-Siège à ce sujet, le bien-être futur de tout État dépend davantage du développement intégral de sa population que de ses stocks d'armes. Et pourtant, dans le monde d'aujourd'hui, même parmi les nations pauvres, il arrive encore que les dépenses en armement dépassent celles consacrées à l'éducation et au développement social.

La voie conduisant à l'élimination du transfert et de l'emploi illicites d'armes conventionnelles est encore longue. Mais certaines mesures s'imposent de toute urgence. La première doit être l'interdiction de toutes les armes considérées comme produisant des effets excessifs et qui, partant, sont contraires au droit international humanitaire. À l'instar d'un nombre croissant d'États, le Saint-Siège a expressément demandé que l'on interdise la fabrication, l'emploi, l'exportation et le stockage de mines terrestres antipersonnel. Il espère que les initiatives des Nations Unies et des gouvernements individuels qui ont donné l'exemple dans ce domaine bénéficieront d'un appui de plus en plus large. Les États ne peuvent ignorer le chœur des voix qui s'élèvent de plus en plus pour exprimer la prise de conscience d'un très grand nombre de citoyens à cet égard.

Si dans un monde qui a désespérément besoin des biens et des services de la paix tous les instruments de guerre sont à déplorer, nous devons avant tout songer au nombre sans cesse croissant de victimes des mines terrestres antipersonnel. Plus de 70 pays sont encore jonchés de 100 millions de mines terrestres, qui font chaque semaine 500 morts ou blessés, essentiellement parmi les civils, les enfants surtout. Fait incroyable : tandis que l'on procède au déminage, d'autres mines sont posées. Outre le coût humanitaire, le coût économique et social de la pollution par les mines est énorme. L'agriculture, le commerce, le développement, les loisirs et les voyages sont entravés là où il y a des mines terrestres.

De nouveau, le Saint-Siège demande qu'il soit mis un terme à une telle cruauté. Une interdiction mondiale de la production et de l'utilisation des mines terrestres est nécessaire depuis très longtemps. De nombreux pays ont lancé un appel en faveur d'une interdiction complète et immédiate des mines terrestres. Les pays n'ont aucune raison de refuser d'en faire une démarche universelle. En même temps, nous devons veiller soigneusement à éviter l'émergence de nouveaux types d'armes inhumaines, telles certaines armes au laser pouvant rendre définitivement aveugles des adversaires et même de larges secteurs de la population civile non combattante.

Mettons à profit toutes nos connaissances et tous les instruments issus des nouvelles technologies — dans les domaines des communications, des transports, de la science et de la prolongation de la durée de vie — pour édifier les conditions propices à la paix. Les efforts de prévention de la guerre doivent être considérés comme une contribution indispensable non seulement pour empêcher l'éclatement de conflits, mais aussi pour préparer le terrain où pourront s'épanouir les nouvelles fleurs de la paix au cours du prochain millénaire.

**M. Kunda** (Zambie) (*interprétation de l'anglais*) : Puisque je prends la parole pour la première fois à la Première Commission, permettez-moi, Monsieur le Président, de saisir cette occasion pour adresser mes félicitations à vous et aux autres membres du Bureau pour votre élection à l'unanimité. Ma délégation est convaincue que, sous votre direction compétente, la Commission s'acquittera de sa tâche avec succès. Nous apportons donc à cette fin notre appui inconditionnel à vous et aux autres membres du Bureau.

Le débat général sur le désarmement et la sécurité internationale se déroule cette année sur la toile de fond d'événements importants dans le domaine du désarmement. Ces événements comprennent la prorogation pour une durée indéfinie, l'an dernier, du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), qu'est venue compléter l'adoption, le mois dernier, du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, maintenant ouvert à la signature. La Zambie prend actuellement des dispositions afin de signer le Traité en dépit de ses insuffisances. En outre, l'établissement, décidé l'an dernier en vertu du Traité de Bangkok, d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est a été complété cette année par le Traité de Pelindaba, qui fait de l'Afrique également une zone exempte d'armes nucléaires.

La communauté internationale a également beaucoup bénéficié cette année de l'avis consultatif rendu en juillet dernier par la Cour internationale de Justice. En traitant de la question suivante que lui a soumise l'Assemblée générale :

«Y a-t-il des cas où le droit international autorise la menace ou l'emploi d'armes nucléaires?»  
(résolution 49/75 K, paragraphe du dispositif)

La Cour, entre autres, est parvenue à la conclusion unanime suivante :

«Il existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations condui-

sant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace.» (A/51/4, par. 182)

La responsabilité principale concernant cette obligation incombe aux États dotés d'armes nucléaires. Il est bien connu qu'en dépit de la fin de la guerre froide, de la prorogation indéfinie du TNP et maintenant de la conclusion du Traité d'interdiction des explosions nucléaires expérimentales, nombre d'armes nucléaires et de vecteurs demeurent entre les mains des États dotés d'armes nucléaires. Il est donc possible que ces armes fassent l'objet d'améliorations qualitatives par des moyens non explosifs qui ne sont pas interdits sous le régime du Traité. Une telle éventualité pourrait ranimer la course aux armements nucléaires et, par conséquent, saper les régimes de désarmement évoqués ci-dessus.

À la lumière d'un tel scénario, la nécessité d'un désarmement général et complet effectué sous un contrôle international strict et efficace demeure aussi vive qu'elle l'était avant même la fin de la guerre froide. C'est pour cette raison qu'un plan d'action assorti d'une échéance précise est indispensable, dans le cadre duquel pourront être menés à bien l'arrêt de la fabrication d'armes nucléaires et l'élimination des arsenaux nucléaires existants et de leurs vecteurs. Une telle échéance a été soumise par le Groupe des 21 de la Conférence du désarmement lors des négociations relatives au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Malheureusement, elle n'a pas été acceptée par les États dotés d'armes nucléaires. En fait, d'après ce qui nous a été dit, elle n'a même pas fait l'objet de discussions de la part de ces États.

Ma délégation souhaite réaffirmer l'opinion généralement partagée par les membres du Mouvement des pays non alignés selon laquelle un programme par étapes, assorti d'échéances convenues, visant l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires d'ici à 2020 représente la seule façon efficace de régler définitivement la question du désarmement nucléaire. Cela met en relief la démarche inlassable du Mouvement en faveur de l'édification rapide d'un monde exempt d'armes nucléaires.

Cela signifie qu'après la disparition de son ordre du jour de la question du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, la Conférence du désarmement devrait entamer promptement des négociations sur l'élimination des armes nucléaires. À cette fin, ma délégation considère qu'il faut conclure un traité qui interdirait complètement, sous l'égide de la Conférence du désarmement, toutes les armes nucléaires. Nous appelons ainsi à la création d'un Comité

spécial du désarmement nucléaire chargé d'entamer des négociations relatives à l'élimination définitive de toutes les armes nucléaires.

Ma délégation appuie également l'appel lancé par certains des orateurs précédents afin que des négociations relatives à un traité d'interdiction de la fabrication de matières fissiles puissent s'amorcer au début de l'an prochain au sein de la Conférence du désarmement.

Cela signifie qu'il faudra rétablir un comité spécial sur cette question dans le cadre de la Conférence du désarmement. Une interdiction de la fabrication de matières fissiles devient d'autant plus urgente qu'il existe d'énormes quantités d'uranium et de plutonium destinées à des fins d'armement et que la possibilité qu'elles parviennent entre de mauvaises mains, après avoir été volées, par exemple, est extrêmement forte. L'existence de telles quantités de matières fissiles démontre très clairement qu'une interdiction ne constitue plus une mesure de désarmement, alors que c'était le cas initialement, mais en définitive d'une mesure de désarmement connexe ou, dans une autre optique, d'une mesure de non-prolifération. Si elle était mise en oeuvre, elle contribuerait beaucoup à la consolidation des acquis obtenus et à l'accélération des progrès vers un monde exempt d'armes nucléaires, que nous devrions tous chercher à édifier d'ici à 2020, comme proposé dans le Programme d'action pour l'élimination des armes nucléaires présenté à la Conférence du désarmement par les membres du Groupe des 21.

En outre, les États non dotés d'armes nucléaires ont toujours respecté leurs obligations relevant du TNP, et l'immense majorité de ces États, situés dans l'hémisphère Sud, doivent aussi honorer ces obligations au sein de leurs zones exemptes d'armes nucléaires respectives. En cette cinquante et unième session de l'Assemblée générale, ces États oeuvrent énergiquement pour la mise au point, sous la direction du Brésil, d'une résolution relative à «L'hémisphère d'Afrique australe et les régions adjacentes exempts d'armes nucléaires.»

Ces États ont toujours demandé aux États dotés d'armes nucléaires de donner au moins des garanties de sécurité contraignantes. Ma délégation demande donc à la Conférence du désarmement d'entamer sans délai, au cours de l'année qui vient, des négociations concernant l'octroi de garanties de sécurité positives et négatives aux États non dotés d'armes nucléaires. Les États dotés d'armes nucléaires doivent s'engager, au moyen d'un traité, à ne pas être les premiers à utiliser des armes nucléaires ou à menacer de le faire, à ne pas utiliser d'armes nucléaires contre les États

non dotés d'armes nucléaires et, en tant qu'États dotés d'armes nucléaires, à venir en aide à tout État non doté d'armes nucléaires qui serait attaqué ou menacé au moyen d'armes nucléaires.

La communauté internationale a fait d'énormes progrès en matière de désarmement depuis la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, tenue en 1988. Toutefois, beaucoup reste encore à faire. Une mesure à prendre en ce sens consiste à tenir la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement en 1999. Cette session devrait permettre d'évaluer les progrès accomplis jusqu'à présent en matière de désarmement ainsi que de définir la nouvelle voie à suivre au XXIe siècle dans le domaine du désarmement. Dans ce but, nous appuyons les appels lancés au sein de la Commission pour que le comité préparatoire commence au début de 1997 ses travaux en vue de la tenue de cette session. La réalisation d'un consensus à ce sujet manifesterait notre engagement collectif en faveur du double objectif de non-prolifération et de désarmement nucléaire complet auquel nous aspirons tous avec ferveur.

La Zambie a toujours été d'avis que le désir d'un désarmement nucléaire total ne devrait pas faire oublier la préoccupation tout aussi importante de la communauté internationale concernant les armements classiques. Les armes classiques sont constamment utilisées dans les conflits qui sévissent à travers le monde et qui continuent de causer aveuglement des pertes en vies humaines et des dégâts matériels, le plus souvent à l'intérieur des États et encouragés par des rivalités ethniques. Cela est particulièrement troublant en Afrique où les conflits affectent un très grand nombre de pays, comme en témoignent les conflits fratricides en Angola, au Rwanda, au Burundi, en Somalie et au Libéria, alors que le Sahara occidental demeure toujours sous domination étrangère.

Le plus préoccupant, en matière d'armes classiques, est la question des armes individuelles et des armes légères, y compris les mines terrestres. Pour certains pays en développement, ces armes sont réellement devenues des instruments de prédilection qui sont utilisées pour soutenir des conflits à l'intérieur des États. Le continent africain a été particulièrement affecté par l'emploi d'armes individuelles et d'armes légères. La série de conflits en Afrique que je viens d'énumérer montre à quel point il est essentiel de revoir d'un oeil critique la question du contrôle de la circulation de ces armes dans les zones de conflits.

Aujourd'hui plus que jamais l'emploi généralisé des mines terrestres est l'un des défis les plus critiques pour la

communauté internationale. Avec environ 110 millions de mines terrestres éparpillées dans le monde, en particulier dans 64 pays, ces armes continuent de faire des ravages, de tuer et de mutiler des dizaines de milliers de personnes chaque année, même bien après la fin des conflits. La plupart des victimes sont des civils innocents. Les mines terrestres sont devenues l'arme de choix dans les pays pauvres parce qu'elles sont bon marché et faciles à fabriquer et à utiliser; elles sont difficiles à détecter, et pourtant leur enlèvement est coûteux et dangereux. De plus, elles découragent le retour des réfugiés et perturbent la reconstruction économique. Elles sont également devenues un obstacle majeur pour les forces de maintien de la paix partout où elles opèrent.

Dans ces circonstances, ma délégation demande une intensification des efforts de déminage partout dans le monde. Elle souhaite également féliciter les pays qui se sont associés au moratoire sur les exportations des mines terrestres. Mieux, nous demandons à la communauté internationale de conclure un accord international pour interdire l'emploi, le stockage, la fabrication et le transfert des mines terrestres antipersonnel. La Zambie se joint par conséquent à d'autres délégations pour soutenir à cette cinquante et unième session ordinaire de l'Assemblée générale une résolution demandant instamment aux États de commencer à oeuvrer à la négociation d'un accord international visant à obtenir une interdiction mondiale des mines terrestres.

**M. Obadi** (Yémen) (*interprétation de l'arabe*) : Au nom de la délégation de la République du Yémen, je voudrais, Monsieur le Président, vous féliciter de votre élection à la présidence de la Première Commission à cette session de l'Assemblée générale. Je voudrais également saisir cette occasion pour féliciter les autres membres du Bureau.

La question du désarmement général et complet est l'une des questions les plus importantes auxquelles est confrontée la communauté internationale. En fait, il n'y a pas de question plus importante pour l'humanité, dans notre monde actuel, que l'élimination de toutes ces armes destructrices et meurtrières. C'est pourquoi une attention particulière a été accordée à cette question et de nombreux efforts ont été faits ces dernières années pour arriver à certains résultats importants et positifs dans le domaine du désarmement nucléaire. Ces résultats sont aujourd'hui une réalité.

Il a été décidé, entre autres, de proroger pour une durée indéfinie le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et de créer des zones exemptes d'armes

nucléaires en Asie du Sud-Est, en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes et dans le Pacifique.

L'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou l'emploi d'armes nucléaires et la décision prise en mai dernier par la Commission du désarmement concernant les directives relatives aux transferts internationaux d'armes nucléaires, de même que l'adoption récente du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires par l'Assemblée générale, constituent autant de résultats positifs. Le Yémen a été parmi les pays qui ont parrainé la résolution d'adoption du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères du Yémen a signé le Traité à la présente session de l'Assemblée générale.

Ces succès récents devraient amener les gouvernements et l'Organisation des Nations Unies à jouer un rôle actif dans la recherche de solutions à d'autres questions de désarmement en suspens. Nous devons tous nous attacher à trouver les moyens de renforcer la paix et la sécurité dans différentes parties du monde et nous efforcer d'atteindre les objectifs du désarmement général et complet.

Les efforts et les initiatives visant à créer des zones exemptes d'armes nucléaires dans différentes parties du monde ont renforcé le régime du TNP et par conséquent renforcé la paix et la sécurité internationales. Ils sont également de nature à rehausser la confiance entre les pays et entre les peuples qui ont souffert de conflits armés. Nous estimons que toutes ces mesures devraient susciter un engagement en faveur de l'élimination complète des armes nucléaires dans les zones de conflit. À cet égard, nous souhaitons réaffirmer notre appui aux efforts qui sont entrepris dans ce domaine ainsi qu'aux résolutions de l'Assemblée générale relatives à la création de zones exemptes d'armes nucléaires au Moyen-Orient.

Ces résolutions encouragent — en fait engagent vivement — toutes les parties directement concernées à penser sérieusement à prendre des mesures urgentes et pratiques nécessaires pour l'application des propositions sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, et soulignent l'importance pour tous les pays concernés d'adhérer au TNP.

Nous nous félicitons de l'adhésion des Émirats arabes unis et de Djibouti au TNP. Nous notons également avec satisfaction la déclaration par laquelle le Ministre des affaires étrangères de l'Oman a annoncé à l'Assemblée générale, le 1er octobre 1996, l'intention de son pays de

signer le Traité. En même temps, nous sommes préoccupés par le risque persistant émanant du programme nucléaire israélien, qui échappe au système international du TNP. Nous sommes également préoccupés par le refus d'Israël d'adhérer au TNP et par les efforts visant à forcer les autres pays du Moyen-Orient, à l'exception d'Israël, à adhérer au TNP. Nous estimons qu'il est important de demander à Israël d'adhérer au TNP en tant que premier pas vers la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient et vers l'élimination dans la région de tous les types d'armes de destruction massive.

Une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient doit être liée à la paix et à la stabilité provenant d'engagements mutuels — assumés sur un pied d'égalité — de toutes les parties de la région afin d'en faire une zone dénucléarisée et exempte d'armes de destruction massive.

Mon pays se réjouit vivement de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice au sujet de la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires. Cet avis consultatif, rendu le 8 juillet 1996 en réponse à la résolution 49/75 K de l'Assemblée générale, représente un développement majeur dans le domaine du désarmement, car il exprime également la position du droit international sur l'illégalité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires. Il s'agit de fait d'une contribution positive de la Cour à l'objectif d'un désarmement complet.

Étant donné sa situation géographique d'État riverain de l'océan Indien, la République du Yémen accorde une grande importance à tout effort visant à améliorer la coopération entre les pays bordant cet océan. En conséquence, elle a participé à la dernière réunion qui s'est tenue à Maurice pour achever la préparation d'un projet de charte et d'un programme de travail spécial concernant la coopération entre les pays de l'océan Indien. À ce propos, nous souhaitons exprimer notre satisfaction des efforts accomplis par le Comité spécial sur l'océan Indien en vue de créer une zone de paix et de toutes les discussions centrées sur les mesures pratiques pour préparer une situation de paix, de sécurité et de stabilité dans la région.

Nous appelons les membres permanents du Conseil de sécurité et les usagers maritimes de l'océan Indien à participer aux activités du Comité afin de renforcer la paix, la sécurité, la stabilité et la coopération dans la région conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

Le problème des mines terrestres dans certains pays du monde n'a pas été complètement résolu. Il s'agit d'un

problème qui inquiète ces pays ainsi que la communauté internationale. La question des mines demeure un problème majeur qui a de profondes incidences sur le plan humain. Les mines détruisent les individus, la terre et les ressources. Nous voudrions rendre hommage aux efforts croissants déployés par la communauté internationale pour éliminer ces armes dans de nombreux pays, y compris le nôtre.

Dans la République du Yémen, nous souffrons encore de la présence des mines terrestres qui furent posées lors de la guerre séparatiste de mai 1994. Nous voudrions souligner qu'il est extrêmement important de prendre davantage de mesures concrètes et techniquement sophistiquées pour procéder au déminage, car les mines affectent de vastes secteurs de la population et font obstacle au processus de relèvement et de développement. Parallèlement, nous voudrions remercier l'Organisation des Nations Unies, les gouvernements amis et l'Union européenne pour le soutien et l'assistance qu'ils apportent au déminage. Cependant, nous avons besoin d'une plus grande assistance financière, technique et autre pour le déminage et une formation nous est indispensable pour mener à bien ce travail.

Nous appuyons pleinement la tenue d'une quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Cette session pourrait poser les bases du futur ordre du jour dans le domaine du désarmement et de la sécurité. Nous espérons qu'à sa cinquante et unième session, l'Assemblée générale adoptera une résolution spécifique fixant la date de la quatrième session extraordinaire. Nous pensons que les résultats d'une telle session serait un moyen de préparer la Conférence d'examen sur le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Enfin, ma délégation tient à souligner à nouveau qu'il importe que les gouvernements et l'Organisation des Nations Unies redoublent d'efforts dans le domaine du désarmement. Il faut résoudre tous les problèmes en suspens en appliquant volonté politique et détermination, sans sélectivité, car nombre des problèmes liés aux armes nucléaires et aux armes de destruction massive demeurent à régler.

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Ian Kenyon, Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques.

**M. Kenyon** (Commission préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques) (*interprétation de l'anglais*) : C'est avec un grand plaisir que je profite de cette occasion pour évoquer de nouveau devant la Commis-

sion les progrès réalisés vers la mise en oeuvre de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, l'un des accords multilatéraux les plus ambitieux de l'histoire de la limitation des armements et du désarmement. Il y a presque quatre ans, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté par consensus la résolution 47/39, qui priait le Secrétaire général, en sa qualité de dépositaire de cette Convention, de l'ouvrir à la signature à Paris le 13 janvier 1993, et engageait tous les États à y devenir parties le plus tôt possible de façon qu'elle puisse rapidement entrer en vigueur et bénéficier de l'adhésion universelle.

Depuis février 1993, une Commission préparatoire, créée à La Haye par les États signataires par l'adoption de la Résolution de Paris au cours de la cérémonie de signature, a continué de mener sa double tâche de mettre au point les procédures détaillées de l'application et d'établir l'infrastructure de la future Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). Aujourd'hui, 160 États ont signé la Convention, nombre relativement élevé pour un accord de désarmement multilatéral quel qu'il soit, et le nombre des ratifications ayant atteint 64, il n'en manque plus qu'une pour franchir le cap des 65 signatures requises pour l'entrée en vigueur de la Convention six mois plus tard.

Un certain nombre d'États signataires ont mis à profit la phase préparatoire, plus longue que prévue, pour effectuer les préparatifs intérieurs nécessaires, et beaucoup d'autres doivent terminer leurs procédures de ratification dans un proche avenir. La liste des pays ayant ratifié la Convention comprend un certain nombre d'États disposant d'une importante industrie chimique. La situation, néanmoins, est encore loin d'être idéale, eu égard à l'incertitude persistante concernant le calendrier de ratification aux États-Unis et dans la Fédération de Russie, les deux plus importants détenteurs d'armes chimiques, par ailleurs des ardents partisans de la Convention à la fois pendant la phase des négociations et pendant la phase préparatoire. Il existe maintenant une réelle possibilité d'une entrée en vigueur de la Convention sans ces deux États. Étant donné le stock de près de 71 000 tonnes d'armes chimiques dans ces deux États, leur rôle prééminent dans les affaires mondiales et les compétences techniques disponibles dans ces deux États pour une application réussie de la Convention, les autres États membres attendent naturellement leurs ratifications avec inquiétude.

Malgré l'incertitude concernant le nombre et la composition des États parties lorsque la Convention entrera en vigueur, la Commission préparatoire a mis au point, lors des

réunions tenues à La Haye au cours de l'année écoulée, un certain nombre de procédures d'application supplémentaires, lesquelles, jointes à celles qui ont été définies antérieurement, ont posé les bases d'une infrastructure crédible pour l'OIAC, son personnel et ses règlements financiers et administratifs, ainsi que pour les modalités d'inspection qui formeront un élément important des futures activités de vérification à mener en vertu de la Convention. Sans trop entrer dans les détails, je voudrais plus spécialement souligner quelques réalisations positives.

S'agissant des procédures et des politiques d'inspection, la Commission préparatoire a mis au point un certain nombre de dispositions détaillées pour les déclarations et les inspections, et elle a adopté les projets de politiques de la future Organisation en matière de confidentialité ainsi qu'en matière de relations avec les médias et d'affaires publiques, l'ensemble devant également faciliter la conduite des inspections. Le Secrétariat rédige actuellement un certain nombre de documents fondés sur les décisions prises par la Commission, qui formeront la base du travail d'inspection de l'OIAC.

Cela comprend l'élaboration d'un projet de manuel d'inspection, de directives en matière de santé et de sécurité, et d'un guide de déclaration pour les installations déclarées. Les formulaires de déclaration pour l'industrie et un guide pour la notification sont sur le point d'être achevés; ils ont été envoyés aux États Membres sous forme de projets pour qu'ils puissent les adapter à leur situation nationale. L'inspection de certains types d'installations sera assortie d'accords connexes et des efforts sont faits pour développer des accords types à cette fin. Des ateliers en logistique et en communication ont eu lieu afin d'examiner les aspects pratiques des inspections et de faciliter la présentation de déclarations au futur secrétariat technique ainsi que les autres communications entre l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et les futurs États parties.

En ce qui concerne le volume de travail que représentent les inspections — d'après les estimations du nombre d'installations industrielles et militaires à déclarer, qui ont été communiquées au secrétariat à titre purement confidentiel —, le secrétariat a revu son estimation du nombre d'installations qui devront être inspectées. Pour l'heure, près de 400 inspections sont prévues pour la première année suivant l'entrée en vigueur de la Convention. Le secrétariat a participé à plusieurs inspections de démonstration organisées par les États membres afin de peaufiner les procédures d'inspection en se fondant sur l'expérience pratique. En outre, plusieurs États membres ont organisé un certain nombre d'exercices pratiques centrés sur le dévelop-



pement d'accords pour les installations des barèmes 2 et 3 au titre de la Convention. Un autre exercice de ce type relatif aux installations du barème 1 aura lieu en novembre.

En ce qui concerne le matériel, on a déjà entrepris de se procurer le matériel nécessaire aux inspections qui sera utilisé dans un premier temps pour la formation des futurs inspecteurs de l'Organisation. Le matériel nécessaire pour entreprendre la totalité du programme d'inspection par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques a d'ores et déjà été répertorié et une quantité initiale de ce matériel sera achetée lorsque 65 États auront déposé leurs instruments de ratification.

En ce qui concerne l'appui technique, le laboratoire et le dépôt de matériel de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques ont été inaugurés le 11 septembre à Rijswijk, aux portes de La Haye. On procède aussi, en coopération, à l'évaluation du matériel d'inspection fourni initialement aux fins de la formation pour voir si ce matériel est adapté aux inspections mêmes. Aux quatre coins du monde, un certain nombre de laboratoires procèdent actuellement à des essais d'efficacité. Cela permettra à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques d'accréditer un petit nombre de laboratoires répondant aux normes analytiques de l'Organisation, et de créer ainsi un réseau mondial quand la Convention entrera en vigueur.

En ce qui concerne la formation, le recrutement et la formation de groupes d'inspecteurs pour la future Organisation revêtent une importance toute particulière pour l'organisation d'inspections sûres et efficaces, avec une intrusion minimale et un moindre risque de compromettre des informations commerciales. Un programme de formation de 20 semaines pour les inspecteurs stagiaires consistant en trois modules principaux a été conçu. Les dispositions concernant la formation pratique allant des cours aux installations et au matériel de formation sont sur le point d'être prises. La formation aura lieu en Chine, en République tchèque, en France, en Finlande, en Allemagne, en Inde, au Japon, aux Pays-Bas, en Roumanie, en Fédération de Russie, en République slovaque, en Suisse, au Royaume-Uni, aux États-Unis, et peut-être aussi dans d'autres lieux. Pour l'heure, on prévoit de recruter 140 inspecteurs au moment où la Convention entrera en vigueur et 71 autres six mois plus tard. Un total de 240 stagiaires seront formés dans deux groupes de 160 et 80 stagiaires, respectivement. Les entretiens avec les futurs inspecteurs ont commencé mi-1995. La plupart ont eu lieu à La Haye et dans divers centres de par le monde. Pour le premier groupe, les candidats venus de 60 pays ont d'ores et déjà été sélectionnés pour recevoir une formation. On s'efforce d'achever la sélection pour le

deuxième groupe, pour lequel plus de 50 candidats ont déjà été retenus. Les stagiaires seront nommés au secrétariat technique de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques s'ils achèvent avec succès le cours de formation, si leurs examens médicaux et linguistiques sont satisfaisants, et, bien sûr, si leurs pays ratifient la Convention.

En ce qui concerne l'infrastructure de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, les progrès dans la mise en place de l'infrastructure de la future Organisation sont constants. Actuellement, près de 120 fonctionnaires représentant près de 50 nationalités différentes travaillent déjà au secrétariat technique provisoire. La mise en place d'un système fiable de gestion de l'information, qui non seulement contribuera au rassemblement, au classement et à l'évaluation des informations relatives aux activités de vérification, mais permettra aussi de garantir le caractère confidentiel des données industrielles sensibles du point de vue commercial et d'autres données émanant de tous les États parties, suit son cours.

On s'attend à ce que les conditions minimales à cet égard soient fixées d'ici à la fin de l'année. La construction d'un nouveau siège pour l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques à La Haye a commencé le 9 mai de cette année; les travaux devraient être achevés début 1998. L'accord de siège de l'Organisation avec le pays hôte — les Pays-Bas — est en train d'être négocié. Maintenant qu'elle a élaboré le règlement financier de l'Organisation, la Commission préparatoire se concentre sur la mise au point du règlement du personnel. Le budget pour la première année complète de fonctionnement de l'Organisation sera examiné sous peu. Des propositions préliminaires du secrétariat laissent entendre qu'il se situera aux alentours de 100 millions de dollars et servira à appuyer les activités de quelque 500 fonctionnaires.

Autrement dit, la phase des préparatifs théoriques est d'ores et déjà achevée et une nouvelle phase d'investissements réels, en termes de temps, de finances et de personnel, dans l'infrastructure de la future Organisation est sur le point de commencer. Toutefois, la mise en oeuvre future de la Convention ne sera pas sans difficultés ni embûches. Dès le tout début de ses travaux, la Commission préparatoire a retenu plusieurs hypothèses. L'une de ces hypothèses est que les deux pays qui possèdent le plus d'armes chimiques — les États-Unis et la Fédération de Russie — seront parmi les 65 premiers à ratifier la Convention. L'espoir du vote positif tant attendu du Sénat américain recommandant et acceptant la ratification de la Convention, le 14 septembre, ne s'est pas matérialisé. Toutefois, le Président Clinton a déclaré ce qui suit devant l'Assemblée générale :

«Je regrette profondément que le Sénat des États-Unis ne se soit pas encore prononcé sur la Convention, mais je tiens à vous assurer et à assurer tous les peuples du monde que je ne laisserai pas mourir ce traité.» (*Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Séances plénières, 6e séance, p. 2*)

Ce sont là des paroles encourageantes, mais pour le moment la question de la ratification par les États-Unis doit attendre un moment plus favorable. La Fédération de Russie a progressé dans la mise en place d'un programme complet de destruction de ses stocks d'armes chimiques, notamment en ce qui concerne l'identification des sites de destruction, les techniques nécessaires à la destruction, la protection de l'environnement, les agences responsables et les besoins généraux en matière de financement, qui ont été approuvés par le Président Eltsine. Un projet de loi, qui définira le cadre juridique pour la destruction, a fait l'objet d'une première audition à la Douma. On nous a assurés que le Gouvernement soumettrait très bientôt la Convention à la Douma pour ratification. Toutefois, aucun calendrier précis n'a été fixé en ce qui concerne l'approbation de la ratification par cet organe.

Les ressources nécessaires pour satisfaire aux exigences de la Convention concernant la destruction de leurs stocks dans un délai de 10 ans par les deux États qui possèdent des armes chimiques sont énormes. En Fédération de Russie, on estime à près de 16,6 trillions de roubles — 3,68 milliards de dollars — le coût du projet de programme de destruction de quelque 40 000 tonnes d'armes chimiques. En raison des autres priorités, ces ressources sont bien sûr difficiles à trouver. Selon le Département de la défense des États-Unis, la quantité totale d'armes chimiques se trouvant actuellement dans le pays est d'un peu plus de 31 000 tonnes, et le coût de la destruction de ces stocks sera d'environ 12 milliards de dollars. Aux États-Unis, la destruction des armes chimiques est en cours depuis juin 1991 sur l'atoll Johnston, dans le Pacifique. Je suis heureux de noter l'existence de la première installation mise en place sur le territoire continental des États-Unis — à Tooele, dans l'État de l'Utah — pour détruire les armes chimiques. J'ai eu la chance, il y a quelques mois, de visiter cette installation où l'on a commencé à incinérer des armes chimiques le 22 août. C'est la raison pour laquelle je peux dire avec une certaine confiance que le programme de destruction des États-Unis, pays qui doit détruire la totalité de ses stocks d'armes chimiques d'ici 2004 en vertu de la loi adoptée en 1985 par le Congrès, est plus ou moins sur la bonne voie.

Une autre source de préoccupation possible pour les États Membres réside dans le fait que l'Accord bilatéral de

1990 entre les États-Unis et la Fédération de Russie relatif à la destruction et à l'interdiction de la fabrication d'armes chimiques n'est pas encore entré en vigueur. Cela remet en question une autre hypothèse de base retenue par la Commission, c'est-à-dire que cet Accord serait en vigueur et en voie d'être mis en oeuvre lors de l'entrée en vigueur de la Convention. Cela permettrait à l'OIAC de limiter les vérifications effectuées par l'Organisation aux mesures qui complèteraient celles qui seraient appliquées en vertu de cet Accord bilatéral. Cela signifierait essentiellement que l'OIAC n'aurait pas à se lancer elle-même dans la vérification de la destruction, mais n'aurait plutôt qu'à envoyer des observateurs avec les équipes nationales de ces deux États, qui procéderaient à des inspections mutuelles. Si l'Accord n'est pas appliqué lors de l'entrée en vigueur de la Convention, l'OIAC aura besoin d'un personnel d'inspection plus nombreux.

Plus tôt ce mois-ci, le Secrétariat a entrepris une analyse détaillée des ressources supplémentaires nécessaires à la mise en oeuvre de la Convention si l'Accord bilatéral entre les deux États n'est pas appliqué. Il en ressort que les coûts supplémentaires probables représentés par le recrutement de quelque 70 inspecteurs supplémentaires, l'achat de nouveau matériel d'inspection et la réalisation d'inspections sur une plus grande échelle seraient de l'ordre de 18 millions de dollars.

Au plan national, les préparatifs de mise en oeuvre de la Convention comprennent, entre autres, l'établissement ou la nomination d'une autorité nationale viable qui assurera la liaison avec la future OIAC, la promulgation de la législation nécessaire, la mise sur pied d'un système de base de données pour le traitement et le classement des déclarations, la formation d'escortes nationales pour les activités de vérification relevant de la Convention et, enfin et surtout, l'amorce d'un large programme éducatif pour l'industrie. Pour sa part, le secrétariat s'emploie à diffuser l'information pertinente relative à la Convention et à la Commission préparatoire à l'aide de moyens variés : contributions écrites, création d'un groupe d'animation pour l'industrie et participation, lorsque les ressources le permettent, à des événements nationaux liés à la mise en oeuvre de la Convention.

Dix-sept séminaires régionaux et cinq cours destinés au personnel des autorités nationales ont été organisés à ce jour. Deux autres cours destinés au personnel des autorités nationales — un pour l'Amérique du Sud et les Caraïbes, qui sera organisé aux Antilles néerlandaises, et un essentiellement pour les pays membres africains, qui aura lieu en Tanzanie — sont prévus d'ici à la fin de l'année. Toutefois,

la responsabilité finale des préparatifs nationaux incombe aux États Membres eux-mêmes. Malgré les nombreux efforts déployés, peu a été dit au sujet de l'état des préparatifs nationaux dans divers États signataires. Cette situation devra être corrigée avant l'entrée en vigueur de la Convention.

La Commission préparatoire elle-même a un certain nombre de tâches à achever dans un avenir immédiat. Elle doit encore se prononcer, par exemple, sur certaines questions concernant les déclarations à présenter au sujet de l'industrie chimique et des installations de fabrication d'armes chimiques et les mesures de vérification à appliquer dans le cas des inspections d'armes chimiques, d'installations de fabrication d'armes chimiques converties à des fins civiles et des sites d'armes chimiques abandonnées. La question du moment propice à l'harmonisation des mesures de contrôle des exportations à la lumière des dispositions de la Convention relatives au développement économique et technologique n'a pas encore été résolue.

Le nouveau siège de l'OIAC ouvrira ses portes au début de 1998, et des bureaux provisoires adéquats devront être mis à la disposition du personnel accru du secrétariat si la Convention entre en vigueur comme prévu pendant le premier semestre de 1997. Une entente politique sur des questions comme la composition du Conseil exécutif et la Direction générale de l'OIAC devra intervenir avant la première session de la Conférence des États parties. Les arrangements détaillés en vue de la première session de la Conférence des États parties devront être mis au point avant l'entrée en vigueur de la Convention.

Il n'est pas étonnant que, dans la période actuelle d'incertitude relative concernant la future mise en oeuvre de la Convention, certains critiques aient recommencé à mettre en question la capacité de la Convention de permettre une vérification réelle de la destruction des armes chimiques existantes et d'empêcher une future prolifération. Il a également été dit que la Convention n'est pas et ne sera pas universelle et que, de toute façon, elle impose un fardeau inacceptable à l'industrie chimique et crée une lourde bureaucratie. Les faits démentent de telles préoccupations. Il est vrai que la Convention ne peut garantir de façon absolue que des armes chimiques ne seront pas fabriquées ou utilisées par des États tentés de tromper les autres ou par des terroristes. Mais la Convention permettra la création d'un système qui rendra cela extrêmement difficile dans la pratique en raison de son système de contrôle des produits chimiques stratégiques et de ses dispositions d'inspection par mise en demeure, et aussi parce qu'elle prévoit la création d'une instance chargée d'adopter des mesures

collectives pour lutter contre la menace d'utilisation des armes chimiques. Il est tout aussi important de noter que la Convention contribuera à l'édification d'une norme contre l'emploi des armes chimiques qui rendra un tel emploi politiquement inacceptable même s'il était militairement possible.

Ce sont de telles dispositions qui rendront la Convention plus universelle à la longue. L'immense majorité des États se sont déjà engagés à assumer leurs obligations en vertu de la Convention et, lorsque commencera sa mise en oeuvre, les sanctions économiques, associés à l'inacceptabilité politique du recours aux armes chimiques, persuaderont ceux qui ne participeront pas au régime d'oeuvrer au sein du système. L'industrie chimique, après avoir pris connaissance de la Convention et de ses modalités d'application, en est déjà convaincue, et l'appui manifesté par cette industrie dans le monde entier en témoigne. L'équilibre précis dans la Convention entre la vigilance et la nécessité de protéger les données confidentielles et de ne pas créer de fardeaux non indispensables traduit l'importance de cet appui.

De même, les affirmations selon lesquelles la Convention entraînera la création d'une lourde bureaucratie ne sont pas fondées. Tenant compte des expériences antérieures, les États membres qui ont participé de plus près aux préparatifs ont mis beaucoup de soin à organiser un secrétariat simple et efficace qui sera composé d'un personnel professionnel hautement qualifié et qui fera fond sur l'expérience et l'expertise technique acquises. Quelque 70 % du personnel recruté pour le secrétariat technique de l'OIAC participera directement aux activités de vérification.

De nombreux États partout, dans le monde, ont déjà examiné attentivement ces questions et en ont conclu que la ratification de la Convention favorisera non seulement leur propre sécurité mais aussi la sécurité internationale. Il n'y a pas de solution de rechange. Sans la Convention, le monde continuera à courir le risque que des armes chimiques soient utilisées, le danger de prolifération de ces armes se maintiendra et même s'accroîtra, et un précédent catastrophique et de mauvais augure pour des accords multilatéraux analogues portant sur d'autres systèmes d'armements serait créé. J'estime donc qu'il importe de transmettre à la Première Commission le même message que celui formulé l'an dernier : aucun effort ne doit être négligé pour préserver l'élan politique en faveur de l'entrée en vigueur rapide de la Convention, de sa mise en oeuvre et de sa ratification universelle à court terme. Cela signifie aussi que des efforts constants seront nécessaires pour faire en sorte que les États-Unis, la Fédération de Russie et les autres États signataires ratifient la Convention dans les plus

brefs délais. Il faudra aussi oeuvrer collectivement pour atteindre notre objectif commun consistant à éliminer la menace que représente cette odieuse catégorie d'armes. Je suis certain que les États membres manifesteront la volonté politique et l'habileté nécessaires pour que cette Convention entre en vigueur de manière fructueuse. Un échec en la matière signifierait la perte d'une occasion de mettre en vigueur un puissant instrument juridique qui pourrait neutraliser toute une catégorie d'armes de destruction massive.

**M. Ali-Bakhit** (Soudan) (*interprétation de l'arabe*) : Comme c'est la première fois que je prends la parole à la présente session, je voudrais, au nom de la délégation du Soudan, vous féliciter très sincèrement, Monsieur le Président, de votre élection à la présidence de cette Commission. Nous voudrions également féliciter les autres membres du Bureau de leur élection. Soyez assurés de la collaboration de ma délégation dans la réalisation des objectifs de cette Commission en matière de désarmement international.

La Charte des Nations Unies repose dans sa lettre et son esprit sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales et sur le règlement pacifique des différends par la négociation, la médiation et l'arbitrage. Dans ce contexte, la présente décennie a été marquée par des faits importants visant l'interdiction des armes de destruction massive. Un certain nombre de conventions qui ont été conclues ont fait de plusieurs régions du monde des zones exemptes d'armes nucléaires. Récemment, l'Assemblée générale, à sa cinquantième session, a adopté le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui arrêtera la course aux armements nucléaires et interdira la fabrication d'armes nucléaires, pour peu que la volonté politique et les bonnes intentions requises soient présentes.

Comme nous le savons tous, le désarmement est une aspiration manifestée par tous les États à la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, tenue en 1978. Le Mouvement des pays non alignés a continué de saisir toute occasion pour exprimer ce désir. Le chœur grossissant des voix du Mouvement des pays non alignés et de beaucoup d'autres États dans le monde durant le premier mois de la présente session demandant un désarmement complet continue de résonner à nos oreilles.

Malgré le désir de mon pays et de la communauté internationale de faire disparaître le danger constitué par les armes nucléaires, nous devons également faire face au danger constitué par les armes classiques, qui attisent les conflits, qui font verser le sang, qui entraînent une déperdition des ressources et qui entravent le développement.

Beaucoup d'orateurs ont déjà indiqué que quelques États produisent et exportent ces armes qui allument des conflits et provoquent la déstabilisation. Ce qui se passe dans le sud de mon pays en est un exemple : plusieurs parties approvisionnent le mouvement rebelle en armes qui détruisent les vies humaines et les ressources. Cela encourage la perpétuation de la culture de guerre, avec toutes ses conséquences nocives.

On sait qu'un tiers des mines antipersonnel et antichar du monde se trouvent sur le continent africain, soit 30 millions des 110 millions de mines qui existent de par le monde. Je n'ai pas besoin de rappeler le danger constitué par ces mines et les effets qu'elles ont sur la sécurité des populations ou leur rôle de frein du développement. Dans ce contexte, nous appuyons la mise en oeuvre du document final de la Conférence d'examen des États parties à la Convention sur les armes classiques qui a eu lieu au début de cette année. Il y a été demandé aux États ayant déployé ces mines d'aider à les enlever et de fournir une aide matérielle et technique ainsi que les informations nécessaires. À cette fin, je ne saurais manquer de louer le rôle important joué par le Gouvernement canadien au sujet du problème des mines. Nous souhaitons exprimer notre plein appui à ces efforts.

Mon pays souffre de la menace constituée par les mines, dont 1 million ont été posées par le mouvement rebelle. Ces mines continuent de menacer la paix et le développement, même dans des zones — comme dans le sud du pays — où la stabilité a été rétablie. Ainsi, mon pays demande à la communauté internationale de lui fournir l'appui et l'assistance technique et matérielle requis pour enlever ces mines. Il demande aux États qui approvisionnent les rebelles en mines de cesser de le faire, afin de préserver la sécurité des civils innocents dans la région.

L'avis consultatif rendu au mois de juillet par la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou l'emploi d'armes nucléaires a été accueilli avec respect et satisfaction par tous les États. La Cour a souligné sans équivoque la nécessité de poursuivre et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire sous un contrôle international efficace. Cet avis consultatif a ravivé l'espoir d'un désarmement nucléaire. Toutefois, si nous examinons la situation au Moyen-Orient, nous constatons qu'elle est effrayante pour deux raisons. D'une part, le programme nucléaire avancé d'Israël n'est pas soumis aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique. D'autre part, Israël refuse de faire du Moyen-Orient une zone exempte d'armes nucléaires et de signer le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Cela

constitue une menace à la sécurité de ses voisins et de tous les États de la région du Moyen-Orient. Israël est le seul État de la région à n'avoir pas signé ce Traité.

Nous sommes convaincus, Monsieur le Président, que vous partagez les idées et les préoccupations que nous venons de relever. Je voudrais enfin exprimer notre appui à la convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Nous espérons que la Commission formulera une recommandation en ce sens. Nous réaffirmons la volonté de notre délégation de collaborer et de participer à l'examen de tous les points inscrits à l'ordre du jour de la Première Commission ainsi qu'à l'adoption de projets de résolutions acceptables à leur sujet.

**M. Andjaba** (Namibie) (*interprétation de l'anglais*) : Comme c'est la première fois que je prends la parole à la Commission sous votre présidence, permettez-moi, Monsieur le Président, de vous féliciter, de même que les autres membres du Bureau, de votre élection. Je suis certain que votre compétence et votre sens élevé de diplomate nous serviront de guide au cours des débats de cette très importante Commission. Je vous assure du soutien de ma délégation.

Aujourd'hui, malgré la fin de la guerre froide et les changements profonds qui sont intervenus, nous continuons de vivre dans un climat d'une incertitude potentiellement déstabilisatrice, marqué par la méfiance entre les nations. Dans ces circonstances, les armes de destruction massive, à moins d'être limitées, ne manqueront pas de contribuer à l'instabilité mondiale et à l'angoisse de chacun.

Bien que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ne traite pas de tous les aspects du désarmement nucléaire, la Namibie l'a signé, estimant qu'il est la preuve de la volonté de la communauté internationale de faire cesser la prolifération des armes nucléaires.

À cet égard, ma délégation accueille avec satisfaction le programme d'action pour l'élimination des armes nucléaires proposé à la Conférence du désarmement par le Groupe de 21 membres du Mouvement des pays non alignés, qui prévoit l'élimination graduelle des armes nucléaires pour l'an 2020. La Namibie est certaine qu'une fois que le cauchemar des armes nucléaires sera épargnée au monde, l'humanité pourra vivre en paix et dans l'harmonie.

L'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi des armes nucléaires, rendu le 8 juillet 1996, a déclaré que l'emploi des

armes nucléaires est contraire au droit international et que cet emploi pourrait entraîner des souffrances sans nom aux êtres humains et détruire les écosystèmes de la planète, ainsi que la civilisation même.

L'évolution la plus importante en matière de désarmement a été marquée par la création réussie des zones exemptes d'armes nucléaires en Amérique latine aux termes du Traité de Tlatelolco; dans le Pacifique Sud aux termes du Traité de Rarotonga; en Afrique aux termes du Traité de Pelindaba, et aux termes du Traité de Bangkok en Asie du Sud-Est, ce qui pour l'essentiel fait de l'hémisphère Sud et de ses régions adjacentes une vaste zone exempte d'armes nucléaires. Il s'agit là d'éléments positifs qui ne devraient pas passer inaperçus des États dotés de l'arme nucléaire, mais plutôt être vus comme le reflet du désir de la majorité écrasante du monde de ne pas vivre sous la menace nucléaire.

Lorsqu'il a pris la parole à la cinquante et unième session de l'Assemblée générale, et se référant à l'idée

selon laquelle les armes nucléaires auraient assuré la paix du monde, le Ministre des affaires étrangères de la Namibie, M. Theo-Ben Gurirab a déclaré :

«On ne me convaincra jamais, et je n'accepterai jamais cette notion, que les armes nucléaires sont la garantie de la paix et de la sécurité mondiales, du développement, de la prospérité et de l'égalité entre nations. Au contraire, je suis convaincu que la paix, le désarmement, la démocratie, la coopération multilatérale et l'allocation de ressources peuvent donner libre cours à l'ingéniosité et à l'esprit d'initiative de l'être humain pour le plus grand bien du développement et du progrès social.» (*Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Séances plénières, 14e séance, p. 41*)

En conséquence, le désarmement nucléaire ne doit pas être considéré comme une preuve de faiblesse par les États dotés d'armes nucléaires, mais plutôt comme un facteur contribuant à la paix et à la sécurité internationales.

La Namibie, comme de nombreux autres pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, est confrontée à la menace des mines terrestres antipersonnel, qui ont tué ou mutilé de nombreux civils innocents. La Communauté pour le développement de l'Afrique australe et l'Union européenne ont coopéré au déminage dans les pays affectés par cette menace dans notre région. Nous prions instamment les pays qui produisent des mines terrestres antipersonnel d'interdire la fabrication de ces armes meurtrières et de porter assistance aux pays qui ont souffert et continuent de souffrir des ravages de la guerre et des mines terrestres.

À cet égard, nous appuyons les initiatives en cours visant à interdire les mines terrestres antipersonnel ainsi que le travail digne d'éloges que certains pays accomplissent dans le domaine du déminage. À cet égard, nous devons tous travailler ensemble. La Namibie se réjouit des efforts internationaux visant à interdire les mines terrestres antipersonnel au moyen d'un instrument juridiquement contraignant.

**M. Al-Hassan** (Oman) (*interprétation de l'arabe*) : Ma délégation partage entièrement le point de vue de ceux qui ont relevé les réalisations uniques obtenues cette année dans le domaine du désarmement nucléaire et au sein de l'Organisation des Nations Unies. En fait, avec la signature du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires en septembre, et l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice le 8 juillet, déclarant que la menace ou l'emploi d'armes nucléaires serait généralement contraire

aux règles du droit international et réaffirmant que les États ont une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire, ma délégation estime que des mesures nouvelles ont été prises par la communauté internationale en vue de réaliser les buts et les nobles objectifs définis il y a 50 ans lors de la création de l'Organisation des Nations Unies.

Parallèlement, nous appelons la communauté internationale à intensifier les efforts en vue de la conclusion d'une convention universelle sur les armes nucléaires prévoyant l'interdiction et l'élimination complète des armes nucléaires conformément aux dispositions de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et à faire preuve à cette fin de la bonne foi demandée dans l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice.

Chacun sait que le désarmement sous tous ses aspects demeure le principal sujet de préoccupation de la communauté internationale. Bien que la guerre froide soit terminée, notre mission à parvenir à la paix et à la sécurité internationales n'est pas encore achevée. Cela étant, le Sultanat d'Oman considère que les armes nucléaires continuent de poser la plus grande menace à la paix et à la sécurité internationales. En conséquence, nous partageons la conviction que la communauté internationale doit à l'avenir se concentrer plus intensément que jamais sur l'élimination complète de ces armes au moyen d'efforts à la fois nationaux et internationaux.

Pour y parvenir, il faut, selon nous, travailler sans arrière-pensée et d'une manière authentiquement non-discriminatoire à l'adhésion universelle au régime de non-prolifération, ce qu'a justement fait mon pays cette année en annonçant le 1er octobre devant l'Assemblée générale sa décision de signer le TNP. En même temps, nous espérons que d'autres États, notamment ceux du Moyen-Orient qui n'ont pas encore signé le TNP, y adhéreront. Cela contribuerait en effet à raffermir la confiance.

Il n'est pas surprenant que mon pays ait soutenu au cours des précédentes années la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Notre soutien à cette proposition ne procède pas du sentiment; il est fondé sur les réalités.

Pareille zone ne pourrait que renforcer le processus de paix. Nous tenons aussi à dire que l'élimination des armes nucléaires au Moyen-Orient grâce à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires ne nuirait à la sécurité d'aucun État. Au contraire, la sécurité de tous les États s'en trouverait renforcée. Il est grand temps d'abandonner la rhétorique

quant à la situation unique d'un État donné fondée sur une perception erronée de la sécurité régionale. La sécurité est une priorité. Pour être réelle, elle doit être globale et procéder de bonnes intentions. Voilà pourquoi nous invitons Israël, seul État de la région à n'être pas partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et à n'avoir pas placé ses installations nucléaires sous les garanties internationales, à prendre des mesures en ce sens.

Le Sultanat d'Oman estime que la Convention sur les armes chimiques est très importante car elle permet de préserver la paix et la sécurité internationales. Il l'a donc signée et est devenu le premier État du Moyen-Orient à l'avoir ratifiée. Nous nous félicitons que 64 États aient d'ores et déjà signé la Convention. Nous espérons que son entrée en vigueur sera pour très bientôt et qu'elle s'accompagnera de mesures politiques et pratiques pour en garantir le caractère universel et en favoriser le rôle au service de la paix et de la sécurité internationales. Dans ce contexte, ma délégation se félicite des déclarations qu'ont faites les États qui possèdent des armes chimiques, notamment en ce qui concerne les mesures prises par le biais de leurs organes constitutionnels nationaux pour donner effet à la Convention.

La Convention sur les armes biologiques est l'un des autres traités internationaux auxquels nous ayons adhéré. Et, si nous nous félicitons que près de 138 pays aient signé la Convention, nous espérons que, vu l'importance de cet instrument pour maîtriser toutes les armes de destruction massive, d'autres États en deviendront partie. À cet égard, si ma délégation salue la Déclaration finale de la troisième Conférence d'examen, elle attend beaucoup d'un débat fécond pour assurer le succès de la quatrième Conférence d'examen, qui aura lieu en novembre.

L'océan Indien est pour mon pays une voie de transit cruciale. En tant que membre du Comité spécial de l'océan Indien, nous avons fait de notre mieux pour aider le Comité à s'acquitter de son mandat. Si nous sommes heureux des rares progrès qui ont été faits, nous regrettons la position adoptée par certains États à l'égard du Comité et de son travail. Étant donné le climat international favorable, nous pensons qu'il est grand temps de revoir le mandat et le travail du Comité et d'envisager des mesures pour faire de l'océan Indien une zone de paix.

Ma délégation partage pleinement les vues du Secrétaire général quant à la menace que représentent les mines terrestres antipersonnel qui font tant de victimes innocentes de par le monde. Le Sultanat d'Oman pense que seuls des efforts concertés pour stopper l'acquisition et la fabrication

de ces mines, sans exception, permettront de remédier au problème.

Monsieur le Président, ma délégation aimerait, pour conclure, vous dire et dire à tous les membres de la Première Commission qu'elle est prête à collaborer étroitement avec la Commission pour réaliser nos nobles objectifs communs et faire de cette session un jalon sur la voie du désarmement en mettant à profit le climat international positif qui règne actuellement pour venir à bout des réels problèmes auxquels nous sommes confrontés. Au nombre des problèmes redoutables qui exigent l'attention de la communauté internationale se trouvent l'élimination complète des armes nucléaires et la réalisation du désir des peuples et des pays du Moyen-Orient de faire de leur région une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive.

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole au Secrétaire de la Première Commission.

**M. Lin Kuo-Chung**, Secrétaire de la Première Commission (*interprétation de l'anglais*) : Les représentants le savent, la date limite pour la présentation des projets de résolution sur les points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationale sera mardi prochain, 29 octobre, à 18 heures. À ce propos, je voudrais indiquer ce qui suit aux membres de la Première Commission.

Vu l'actuelle situation financière de l'Organisation, et conformément à la décision du Conseil de l'efficacité, l'année prochaine, aucune note verbale du Secrétaire général ne sera envoyée aux États Membres en ce qui concerne les résolutions où il est demandé au Secrétaire général de présenter des rapports à l'Assemblée générale, y compris celles qui contiennent des vues et observations sur des sujets précis. En conséquence, pour faciliter l'élaboration de ces rapports par le Secrétariat, les projets de résolution demandant au Secrétaire général de présenter des rapports à l'Assemblée générale devraient contenir la disposition standard suivante :

«Prie les "États Membres" ou "tous les États" ou "les États de la région" — selon les circonstances — de communiquer au Secrétaire général leurs vues ou leurs observations sur la question au plus tard le 15 avril 1997.»

Du reste, ce libellé est d'ores et déjà utilisé dans les résolutions relatives au Registre des armes classiques des Nations Unies, à la Convention sur les armes biologiques et au système d'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires. Au cas où les délégations intéressées le

demanderaient, le Secrétariat serait tout prêt à les aider à mettre au point cette disposition type dans leur projet de résolution.

*La séance est levée à 12 h 40.*